

*André Versaille*  
Éditeur

---

*Discours devant*  
*l'Assemblée générale de l'ONU*  
**par**  
**YASSER ARAFAT, le 13 novembre 1974**

Tiré du livre

*LES 100 DISCOURS QUI ONT MARQUÉ LE XX<sup>e</sup> SIÈCLE*

Sous la direction de

Hervé Broquet, Catherine Lanneau et Simon Petermann



*Édition établie et présentée par*  
Hervé Broquet, Catherine Lanneau et Simon Petermann

Les 100 discours  
qui ont marqué  
le XX<sup>e</sup> siècle

*Préface de Jean-François Lisée*  
*Introduction de Geoffroy Matagne*

---

❧ *André Versaille éditeur* ❧

75 – YASSER ARAFAT  
DISCOURS DEVANT L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

13 novembre 1974

Aux yeux des Palestiniens, pour la plupart réfugiés depuis les guerres israélo-arabes de 1948-1949 et 1967, l'année 1974 marque un tournant important : le monde arabe puis, dans la foulée, les Nations unies, reconnaissent l'Organisation de libération de la Palestine et font de son chef, Yasser Arafat, le seul leader palestinien habilité à parler au nom de son peuple. Désormais, il ne pourra plus être fait abstraction de l'OLP dans le règlement du conflit qui déchire le Proche-Orient.

*Un peuple à la recherche d'une légitimité*

Au début des années 1970, on estime que, sur trois millions de Palestiniens, la moitié environ vit en territoire israélien ou occupé par Israël<sup>1</sup> et l'autre moitié sont des réfugiés. Parmi ceux-ci, cinq cent mille s'entassent dans des camps de l'UNRWA, l'agence des Nations unies créée pour les secourir, tandis qu'un million environ vit dans les pays arabes frontaliers d'Israël, c'est-à-dire le Liban, la Syrie mais surtout la Jordanie, où ils constituent une masse importante que le Royaume hachémite n'envisage pas réellement d'intégrer. Peuple sans terre et sans État, les Palestiniens vont, dès les années cinquante, tenter de faire entendre leur voix et de peser sur la géopolitique de la région. Différents mouvements voient le jour, dont le plus important est le *Fatah* ou Mouvement de libération de la Palestine, créé au Koweït en 1959. Cinq ans plus tard, à l'issue d'un sommet de la Ligue arabe tenu au Caire, la décision est prise de rassembler tous les groupes agissant en ordre dispersé dans l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), créée fin mai 1964 à Jérusalem. En 1965, une Armée de libération de la Palestine est mise sur pied. Elle fournira des régiments qui seront intégrés au sein de l'armée égyptienne, irakienne et syrienne. Au même moment commence l'action directe de militants palestiniens, les *fedayin*, en territoire israélien. Le climat se dégrade encore après la guerre des Six Jours. Désormais, les Palestiniens ont décidé de mener combat au-delà du Proche-Orient et de faire entendre leur voix par le biais du terrorisme : celui-ci se matérialise par des attaques aériennes ou des détournements d'avions israéliens ou européens, par

---

<sup>1</sup> Sur les conquêtes israéliennes de 1948-1949, voir l'introduction au discours n° 44. En 1967, à l'issue de la guerre préventive des Six Jours, l'État hébreu a conquis, en outre, le Sinaï jusqu'aux rives du canal de Suez, Gaza, la Cisjordanie avec la ville arabe de Jérusalem ainsi que le plateau du Golan.

des attentats contre les communautés juives, contre des diplomates ou même contre des athlètes. Le 5 septembre 1972, l'assassinat de onze athlètes israéliens participant aux Jeux olympiques de Munich par le groupe palestinien Septembre noir bouleverse la planète. Condamnés par les États-Unis et leurs alliés, les activistes palestiniens connaissent également des difficultés en Syrie, au Liban et surtout en Jordanie : dès 1970-1971, le roi Hussein, inquiet de voir son pays déstabilisé par des réfugiés en armes et soucieux de se présenter comme le représentant légitime du peuple palestinien, a chassé militairement les *feddayin* de Jordanie<sup>2</sup>. La plupart d'entre eux, à commencer par les dirigeants de l'OLP, se réfugient dès lors au Liban.

Derrière l'opposition entre Palestiniens et Jordaniens se cache, plus globalement, une divergence fondamentale sur l'avenir du Proche-Orient. En 1967, l'ONU a adopté la résolution 242, ordonnant à Israël d'évacuer les territoires occupés depuis la guerre des Six Jours<sup>3</sup> et, fin 1969, le secrétaire d'État américain Rogers a proposé un plan pour la région sur base de la négociation, sous l'égide de l'ONU, d'accords séparés entre les divers pays arabes et Israël. Si la Jordanie, comme la Libye et l'Égypte, s'est montrée favorable au plan Rogers, les Palestiniens, eux, s'y opposent totalement. En effet, le plan ne leur accorde aucun rôle et les considère simplement comme des réfugiés dont le cas doit être traité par d'autres. Par ailleurs, la résolution 242 ne peut les satisfaire, dans la mesure où elle prend en compte les seuls territoires conquis par Israël en 1967 et non les agrandissements opérés en 1948-1949. La situation apparaît donc bloquée jusqu'à la guerre du Kippour, déclenchée par les pays arabes en octobre 1973 dans le Sinaï (troupes égyptiennes) et le Golan (troupes syriennes), dans l'espoir, notamment, d'obtenir une implication américaine dans la région. Très vite, Israël l'emporte sur le plan strictement militaire mais, à l'ONU, les deux Grands se mettent d'accord pour imposer une solution qui tienne compte de la situation globale : le 22 octobre 1973, la résolution 338 du Conseil de Sécurité impose un cessez-le-feu, l'application de la résolution 242 et l'ouverture de négociations pour une paix juste et durable. Par ailleurs, la résolution 340 envoie 800 Casques bleus dans la région. En novembre 1973, le secrétaire d'État américain Kissinger fait la tournée des capitales arabes et obtient « l'accord du kilomètre 101 » sur les conditions du cessez-le-feu ainsi que le principe d'une grande conférence sur le Proche-Orient à Genève. Une question se pose : qui doit y représenter les Palestiniens ?

### *La cause palestinienne a un visage*

L'Égypte et l'URSS poussent vivement l'OLP à se faire entendre et ses leaders sont d'ailleurs convoqués au Caire dès octobre 1973 dans ce but. Pour l'OLP, demander à participer à la conférence de Genève revient à accepter comme base de négociation la résolution 242 jusque-là repoussée. Mais refuser, c'est s'isoler délibérément, perdre

<sup>2</sup> Cette opération, appelée par les Palestiniens *Septembre noir*, est à l'origine du nom du groupe terroriste.

<sup>3</sup> Il existe en fait une ambiguïté, en raison du manque de précision de la langue anglaise : Israéliens et Américains comprennent qu'il s'agit d'évacuer certains territoires, tandis que l'URSS, la France et les pays arabes parlent de tous les territoires occupés.

une chance unique de s'imposer comme un interlocuteur crédible et laisser le champ libre au Roi de Jordanie. Au sommet d'Alger de novembre 1973, les chefs d'État arabes reconnaissent l'OLP comme le seul représentant légitime du peuple palestinien, même si Hussein de Jordanie s'y oppose vigoureusement et menace de boycotter Genève. Un an plus tard, cependant, en octobre 1974, le sommet de Rabat confirme cette orientation. On y affirme aussi que toute partie de la Cisjordanie qui serait évacuée par Israël serait administrée par l'OLP et non par la Jordanie. Devenue incontournable dans le monde arabe, l'organisation palestinienne est également en train de s'imposer aux Nations unies, où les pays des blocs communiste et afro-asiatique sont désormais majoritaires. L'Europe occidentale, elle aussi, évolue : les effets économiques du choc pétrolier, manifestation de puissance de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, lui ont fait comprendre qu'il fallait lâcher du lest. Elle va donc saisir l'opportunité que constitue l'assouplissement relatif de l'OLP. En juin 1974, au prix de dissidences, le Conseil national palestinien adopte un nouveau programme politique qui, sans reconnaître Israël ni accepter la résolution 242, admet le principe d'une étape intermédiaire avant la création d'un État palestinien sur l'ensemble de la Palestine. Bref, l'OLP est sortie de la logique du « tout ou rien ». En mai 1974, à une très large majorité, l'ONU reconnaît l'OLP comme représentante du peuple palestinien. En octobre, Jean Sauvagnargues, le ministre français des Affaires étrangères, est le premier membre d'un gouvernement occidental à rencontrer officiellement le chef de l'OLP, Yasser Arafat. Un mois plus tard, le 13 novembre 1974, celui-ci est invité à s'exprimer devant l'Assemblée générale des Nations unies.

Issu d'un puissant clan arabe de Jérusalem, les Husseini, Mohammed Abdel Rahman Abdel Raouf Arafat, dit Yasser Arafat (1929-2004), est né, selon ses dires, dans la Ville Sainte mais plus probablement au Caire où il passe la majeure partie de sa jeunesse. En 1948, il participe à la première guerre israélo-arabe puis, l'année suivante, rentre en Égypte pour y suivre des études d'ingénieur. Président de l'Union des étudiants palestiniens de 1952 à 1956, il s'engage en politique au côté de ceux qu'il estime capables de défendre et de promouvoir la cause palestinienne, qu'il s'agisse des très radicaux Frères musulmans ou des « Officiers libres » qui placeront Néguib puis Nasser au pouvoir. En 1956, durant la crise de Suez, Arafat est sous-lieutenant de l'armée égyptienne. Mais le temps passe et la situation des Palestiniens ne s'améliore guère. Arafat va s'installer au Koweït pour affaires et, en 1959, y fonde avec quelques amis le mouvement *al-Fatah*, c'est-à-dire « la conquête » qui, prônant la libération de la Palestine par les Palestiniens eux-mêmes, s'éloigne de la perception panarabe du conflit proche-oriental. En 1964, lorsque se crée l'OLP, le *Fatah* en est désigné branche politique et, en 1968, il gagne des galons en résistant à une attaque israélienne sur le village de Karameh. Pour les Palestiniens, Yasser Arafat, de son nom de guerre Abou Ammar, est un héros, qui, en février 1969, prend la présidence de l'OLP installée en Jordanie puis, après son expulsion, au Liban. Pour nombre d'Occidentaux en revanche, il personnifie, au tournant des années 1960-1970, le terrorisme aveugle dont il ne se distancierait qu'après l'attentat des JO de Munich, condamnant désormais les attaques menées hors des territoires sous contrôle israélien. Cependant, nul n' imagine encore qu'en 1974, il sera reçu par l'ONU, sous la pression des événements et grâce à un relatif infléchissement des positions dans les deux camps.

*Ne laissez pas le rameau d'olivier tomber de ma main...*

Invité à la tribune de l'Assemblée générale par 105 voix contre 4, dont les États-Unis et Israël, et 20 abstentions, Yasser Arafat est reçu selon le protocole réservé aux chefs d'État et chaleureusement accueilli par la plupart des délégués présents et par le président de séance, Abdelaziz Bouteflika, le ministre algérien des Affaires étrangères. Il s'exprime longuement devant l'ONU, avec un pistolet dépassant ostensiblement de sa poche. La première partie de son discours, en forme d'exposé historique à sens unique, est une longue dénonciation du sionisme, assimilé au colonialisme. Arafat accuse les sionistes d'avoir usurpé la terre des Palestiniens, d'avoir contraint ceux-ci à l'exil et de s'être comportés comme les impérialistes européens en prétendant venir civiliser et développer un territoire étranger. Le chef de l'OLP épingle des similitudes entre l'exil imposé aux Arabes de Palestine et les persécutions que les Juifs eurent à connaître au cours de leur histoire. Il fustige le racisme sioniste et son exigence d'un État juif, évoque les villages palestiniens détruits, les bombardements, les expulsions et les massacres perpétrés par l'armée israélienne ainsi que les conflits à répétition depuis 1948, imputant l'exclusive responsabilité du désastre aux dirigeants israéliens et qualifiant les combattants palestiniens de martyrs. Dans un second temps et au nom de l'OLP, seule représentante légitime des Palestiniens, Yasser Arafat présente ses plans pour l'avenir. Distinguant juifs et sionistes, il en appelle à la création d'un seul État palestinien souverain et démocratique, rassemblant juifs, chrétiens et musulmans, ce qui exclut toute reconnaissance d'Israël en tant que tel. En ce jour, il se dit porteur à la fois du *rameau d'olivier* et du *fusil de révolutionnaire* et demande à ce qu'on ne laisse pas l'olivier tomber de sa main.

Le lendemain de ce discours, l'Assemblée de l'ONU, dominée par les pro-Palestiniens, vote par 89 voix contre 8 et 37 abstentions, dont les pays de la Communauté européenne, une résolution qui, sans faire référence à Israël, déjà outré par l'invitation d'Arafat à la tribune, souligne l'importance d'associer les Palestiniens à toute négociation de paix au Proche-Orient. L'isolement international d'Israël s'accroît la semaine suivante avec sa condamnation à l'Unesco<sup>4</sup>. L'OLP gagne donc de nombreux points. Au cours de l'année 1976, l'ONU va plus loin encore et accepte, par vote, le principe d'un futur État palestinien. Il s'agit d'une nouvelle couleuvre pour Israël qui, en 1977, voit l'allié américain évoluer à son tour. Certes, Washington continue à subordonner la reconnaissance de l'OLP à l'abandon de l'objectif de destruction de l'État hébreu mais le président Carter parle désormais de *droits légitimes du peuple palestinien* et accepte que l'OLP puisse, à l'avenir, être présente à la conférence de Genève. Pourtant, tout n'est pas rose pour Arafat : la présence au Liban de l'OLP et de ses *feddayin*, qui constituent un véritable État dans l'État, finit par y déclencher une guerre civile en 1975, fournissant le prétexte à une intervention syrienne qui internationalise le conflit. Damas prétend se poser en arbitre et se refuse donc à prendre parti pour les Palestiniens mais son but est clairement de constituer une « grande Syrie » par l'annexion du Liban. Par ailleurs, en 1977, l'Égypte de Sadate, répondant

<sup>4</sup> Essentiellement financé par les pays occidentaux, l'organisme devra pourtant, par la suite, modérer sa position.

au vœu des États-Unis, entreprend un rapprochement avec Israël et paraît désormais ouverte à une paix séparée impliquant, au grand dam de l'OLP, la reconnaissance de l'État hébreu<sup>5</sup>.

---

### *DISCOURS DEVANT L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU*

[...] À l'instar du colonialisme et de ses démagogues, qui ont essayé d'ennoblir leurs conquêtes, leurs pillages et leurs attaques perpétuelles à l'encontre des peuples africains, en prétendant qu'ils accomplissaient une mission "de civilisation et de modernisation", les dirigeants sionistes ont dissimulé leurs objectifs pour conquérir la Palestine, comme le colonialisme en tant que système et les colonialistes en tant qu'instruments ont utilisé la religion, la couleur, la race et la langue pour justifier l'exploitation des Africains et leur assujettissement cruel par la terreur et la discrimination. Les mêmes méthodes ont été employées en Palestine pour usurper notre terre et chasser notre peuple de son Foyer national.

À l'instar du colonialisme qui a utilisé les pauvres, les déshérités et les exploités pour mener ses agressions et installer des colonies, l'impérialisme mondial et les dirigeants sionistes se sont servis des Juifs européens qui étaient opprimés et déshérités. Les Juifs européens ont servi comme instrument d'agression, ils ont servi à l'installation de colonies et ont été victimes de la discrimination raciale.

L'idéologie sioniste a été employée contre le peuple palestinien. Il ne s'agissait pas seulement d'installer des colonies à la mode occidentale. Mais également de déraciner les Juifs de leurs différents pays et de les séparer des autres nations. Le sionisme est une idéologie impérialiste, colonialiste et raciste, elle est profondément réactionnaire et discriminatoire, elle peut être comparée à l'antisémitisme par ses aspects les plus rétrogrades et, partant, elle en constitue l'autre volet. Lorsque l'on propose que les Juifs, quels que soient leurs foyers nationaux, ne portent pas allégeance à leur pays et ne vivent pas sur un pied d'égalité avec les citoyens non juifs, cela va dans le sens de l'antisémitisme. Lorsque l'on dit que la seule solution au problème juif serait que les Juifs abandonnent des communautés ou des nations auxquelles ils ont appartenu pendant des centaines d'années et lorsque l'on dit que les Juifs devraient régler le problème juif en émigrant par la force sur le territoire d'un autre peuple,

---

<sup>5</sup> Voir l'introduction au discours n° 76.

on adopte, ce faisant, la même position qu'adoptent les antisémites à l'égard des Juifs.

C'est pour cela que nous voyons un lien étroit entre Rhodes\*, qui a encouragé le colonialisme en Afrique du Sud, et Théodore Herzl\*, qui a établi des plans pour installer des colonies en Palestine. Ayant reçu un certificat de bonne conduite colonialiste de la part de Rhodes, Herzl s'en est allé présenter ce certificat au gouvernement britannique, en espérant le celui-ci appuierait sa politique sioniste. En échange, les sionistes ont promis aux Britanniques une base impérialiste sur le sol de Palestine afin que les intérêts impérialistes puissent être sauvegardés sur l'un des principaux points stratégiques [...].

L'invasion de la Palestine par les Juifs a commencé en 1881. Avant le déferlement des premiers immigrants, la Palestine avait une population d'un demi-million d'habitants, la plupart étaient musulmans ou chrétiens et il n'y avait que 20 000 Juifs. Chaque segment de la population jouissait de la liberté de religion, ce qui caractérise notre civilisation.

La Palestine était une terre verdoyante, habitée principalement par la population arabe, qui y édifiait sa vie et bénéficiait d'une culture prospère.

Entre 1882 et 1917, le mouvement sioniste a attiré dans notre territoire environ 50 000 Juifs européens. Pour ce faire, ce mouvement a dû recourir à la supercherie, le fait qu'il ait réussi à obtenir du gouvernement britannique la déclaration Balfour<sup>6</sup> prouve, une fois de plus, l'alliance entre le sionisme et l'impérialisme. En outre, en promettant au mouvement sioniste quelque chose que l'on ne pouvait donner, les Britanniques ont démontré l'oppression de la règle impérialiste. Les Britanniques n'avaient pas le droit d'autoriser le mouvement sioniste à installer un foyer national. C'est ainsi que la Société des Nations a abandonné le peuple arabe, et les principes et les promesses du président Wilson sont devenus inopérants. Et l'impérialisme britannique, sous forme de mandat, nous a été imposé cruellement et directement. Ce mandat proclamé par la Société des Nations permettait aux conquérants sionistes de consolider leur position sur notre territoire.

Peu après la déclaration Balfour et pendant trente ans, le mouvement sioniste a réussi, en collaboration avec son allié impérialiste, à installer d'autres Juifs européens sur notre territoire, usurpant ainsi les biens des Arabes de Palestine.

En 1947, les Juifs étaient au nombre de 600 000<sup>7</sup>, ils possédaient environ 6 % de la terre palestinienne arable. Ce chiffre devrait être comparé

<sup>6</sup> Voir l'introduction au discours n° 44.

<sup>7</sup> Voir l'introduction au discours n° 4.

avec celui de la population de Palestine qui, à cette époque, s'élevait à 1 250 000 habitants.

Le résultat de cette collusion entre la puissance mandataire et le mouvement sioniste, grâce aussi à l'appui de quelques pays, a été que l'Assemblée générale, dès le début de l'Organisation, a approuvé une recommandation visant à partager la Palestine. Cela a eu lieu dans une atmosphère envenimée par des actes contestables et des pressions importantes. L'Assemblée générale a divisé ce qu'elle n'avait pas le droit de diviser : un territoire indivisible. Lorsque nous avons rejeté cette décision, notre attitude a été celle de la mère naturelle qui avait refusé au roi Salomon de couper son fils en deux alors que l'autre femme qui le réclamait aussi était disposée à accepter cette solution. En outre, malgré la résolution du partage qui accordait aux colonialistes 54 % de la terre de Palestine, ceux-ci ont été mécontents de cette décision et ont commencé une guerre terroriste contre la population civile arabe. Ils ont occupé 81 % de l'ensemble de la terre de Palestine, déracinant ainsi un million d'Arabes. Ensuite, ils ont occupé 524 villes et villages arabes, en détruisant 385 au cours de cette invasion. Cela fait, ils ont installé leurs propres colonies sur les ruines de nos terres et de nos fermes. Ils ont cultivé nos vergers et nos champs. C'est ici que le problème de Palestine a son origine. Il ne s'agit donc pas d'un conflit religieux ou nationaliste entre deux religions ou deux nationalismes. Il ne s'agit pas d'une lutte à propos de frontières entre deux pays voisins. Il s'agit plutôt de la cause d'un peuple qui a été chassé de sa terre, déraciné et condamné à vivre, dans sa grande majorité, dans des camps de réfugiés. [...]

Non content de tout cela, le sionisme raciste a voulu se transformer en base impérialiste, et cela conformément à un concept impérialiste colonialiste, et se constituer un arsenal d'armes, ce qui a permis d'assumer son rôle qui consiste à asservir la population arabe et à l'attaquer afin de satisfaire ses ambitions expansionnistes, en annexant des terres palestiniennes et d'autres terres arabes. C'est ainsi que deux grandes guerres ont été déclenchées, en 1956 et en 1967, ce qui a mis en danger la paix mondiale et la sécurité internationale.

Comme résultat de l'agression sioniste de juin 1967, l'ennemi a occupé le Sinaï égyptien jusqu'au canal de Suez, il a également occupé les hauteurs du Golan syrien, en plus de toute la rive occidentale du Jourdain. Ceci a créé une nouvelle situation dans notre terre amenant au problème du Moyen-Orient. La situation s'est encore aggravée du fait de la persistance de l'ennemi dans sa politique d'occupation illégale de ces terres arabes, devenant ainsi une tête de pont de l'impérialisme mondial dirigé contre la Nation arabe. Le sionisme n'a pas respecté les décisions et les appels lancés par le Conseil de Sécurité, ni l'opinion qui l'invitait à se retirer

des terres occupées en juin 1967 ; tous les efforts pacifiques déployés à l'échelle internationale n'ont pas empêché l'ennemi de poursuivre sa politique d'expansion. La seule alternative qui s'offrait aux nations arabes, notamment à l'Égypte et à la Syrie, était de déployer tous leurs efforts pour se préparer à lutter contre cette invasion armée barbare afin de libérer les terres arabes et de rétablir les droits des Palestiniens. C'est ce qu'ils ont fait après que tous les moyens pacifiques se furent révélés inefficaces.

C'est dans ce contexte que la quatrième guerre, celle d'octobre 1973, a été déclenchée, ce qui a prouvé la faillite de la politique d'expansion et de la loi de la force militaire. Malgré tout cela, les dirigeants de l'entité sioniste sont loin d'avoir tiré une leçon de cette expérience. Ils se préparent à déclencher une cinquième guerre afin de revenir au langage de la supériorité militaire, de l'agression, du terrorisme, de l'asservissement, enfin, de la guerre avec les Arabes.

C'est avec beaucoup de peine que notre peuple entend la propagande selon laquelle notre ennemi a mis en valeur nos terres qui étaient désertiques et qui n'étaient même pas habitées, et que cette colonisation n'a porté aucune atteinte aux intérêts de la population. Non, de tels mensonges ne peuvent pas être prononcés du haut de cette tribune. Il faut que tout le monde sache que la Palestine a été le berceau des cultures et des civilisations les plus anciennes. Son peuple arabe a continué à semer sur toutes ses terres au cours de milliers d'années, à donner l'exemple de la liberté religieuse, à garder avec respect les Lieux saints qui se trouvent sur son sol. En tant que fils de Jérusalem, je garde pour moi et pour mon peuple les souvenirs les plus beaux et les images les plus vives de la fraternité religieuse qui existait dans notre ville Sainte avant la catastrophe. Notre peuple n'a cessé de pratiquer cette politique que lorsqu'il a été dispersé par Israël et que ce dernier a été créé. Néanmoins, nous sommes déterminés à poursuivre notre rôle humanitaire en Palestine et nous n'accepterons jamais que cette terre devienne un tremplin pour l'agression ni un camp raciste voué à la destruction de la civilisation, des cultures, du progrès et de la paix. Notre peuple ne peut qu'aller dans le sillage de ses ancêtres en résistant aux envahisseurs et en assumant la tâche de défendre sa terre natale, sa Nation arabe, sa culture et sa civilisation, et en sauvegardant le berceau des religions monothéistes.

À ce sujet, je voudrais parler des positions israéliennes qui sont à l'opposé des nôtres : son appui à l'Organisation de l'Armée secrète [OAS<sup>8</sup>]

---

<sup>8</sup> Fondée en 1961 par des partisans acharnés de l'Algérie française, l'OAS tenta, par des actions terroristes en France et en Algérie, de saboter les négociations de paix, puis d'empêcher la cohabitation entre communautés après l'indépendance de l'Algérie. Elle s'éteint en 1962.

en Algérie, ainsi qu'aux colons installés en Afrique, que ce soit au Congo, en Angola, au Mozambique, au Zimbabwe, ou en Afrique du Sud, et son appui au Vietnam du Sud contre la révolution vietnamienne. Ajoutons à cela qu'Israël donne son appui partout aux impérialistes et aux racistes, et son obstructionnisme au comité des vingt-quatre\*, son refus de voter en faveur de l'indépendance des pays africains et son opposition aux revendications de nombre de pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, et de plusieurs autres États dans les conférences sur les matières premières, la population, le droit de la mer et l'alimentation, sont une preuve du caractère de l'ennemi qui a usurpé notre terre. Tous ces faits justifient la lutte honorable que nous menons contre lui. Alors que nous défendons l'avenir, Israël défend les mythes du passé.

L'ennemi mortel auquel nous faisons face a commis beaucoup de crimes contre les Juifs eux-mêmes, car, au sein de l'entité sioniste, il y a un racisme pratiqué à l'encontre des Juifs orientaux. Alors que nous condamnons avec force les massacres des Juifs par les nazis, les dirigeants sionistes semblaient plus intéressés, à l'époque, de les exploiter afin de réaliser leur objectif d'immigration en Palestine. [...]

Le terrorisme sioniste qui a été exercé contre le peuple palestinien a été enregistré dans des documents officiels distribués ici même, aux Nations unies. En effet, des milliers de Palestiniens ont été assassinés dans les villages et les villes, des dizaines de milliers ont été contraints à la pointe de la baïonnette, à quitter leurs terres menacées par les bombardements israéliens. Ils ont abandonné leurs foyers. Que d'hommes, de femmes, d'enfants et de vieillards ont été évacués et obligés d'aller dans le désert, d'escalader des montagnes, sans eau ni nourriture. Ceux qui ont vu les catastrophes de 1948 s'abattre sur les habitants de centaines de villes et villages, Jérusalem, Jaffa, Lydda, Ramlé et Galilée, ne pourront jamais oublier ces expériences, même si un silence de plomb a réussi à masquer ces crimes horribles. De même, on a caché les vestiges de 385 villes et villages palestiniens détruits à l'époque et effacés de la carte du pays. On a détruit 19 000 maisons au cours des sept dernières années, ce qui équivaut à la destruction de 200 autres villages palestiniens. Ceci a provoqué beaucoup de dégâts, des centaines de personnes ont été mutilées et ont subi des sévices dans les prisons israéliennes. Les prisons israéliennes existent partout, nul silence ne peut les cacher. Le terrorisme sioniste se nourrit de haine. Cette haine a même été dirigée contre l'olivier, qui est le symbole de notre pays, la Palestine. [...]

Pendant des dizaines d'années, les sionistes ont tourmenté les dirigeants culturels, politiques, sociaux et artistiques de notre pays en pratiquant la terreur et en les assassinant. En expulsant ces dirigeants, ils ont volé notre patrimoine culturel, notre folklore populaire en prétendant que

cela leur appartenait. Leur terrorisme s'est même étendu jusqu'aux lieux sacrés de Jérusalem, ville de la paix, que nous chérissons tant. Ils ont voulu changer le caractère de cette ville pour qu'elle perde sa qualité arabe, musulmane et chrétienne en évinçant la population arabe et en l'annexant. Il faudrait parler de l'incendie de la mosquée Al-Aqsa\* et de la défiguration de nombreux monuments historiques et religieux [...].

Le petit nombre d'Arabes palestiniens qui n'ont pas été expulsés par les sionistes en 1948 sont présentement des réfugiés sur leur propre terre. La loi israélienne les traite comme des citoyens de deuxième classe, et même de troisième classe\*, étant donné que les Juifs orientaux sont des citoyens de deuxième classe. Ils ont été, en outre, soumis à toutes formes de discrimination raciale et de terrorisme après qu'on leur a confisqué leurs terres et leurs propriétés. Ils ont été victimes de massacres sangui-naires comme celui de Kfar Kassim\*, ils ont été forcés d'évacuer leurs villages et ils se sont vu dénier le droit de retourner chez eux, comme ce fut le cas du village de Ikrit et Kfar-Birim\*. Pendant vingt-six ans, notre population a vécu sous la loi martiale [...]

Le registre des dirigeants israéliens est rempli d'actes de terreur perpétrés contre ceux de notre peuple qui sont restés au Sinaï ou sur les hauts du Golan pendant l'occupation. Le bombardement de l'école de Bahr Al-Bahar et celui de l'usine d'Abou Za'bal\* sont des actes de terrorisme que nous ne pourrions jamais oublier. La destruction totale de la ville syrienne de Kuneitra\* est encore un exemple éloquent du terrorisme systématique et des crimes qui ont lieu dans notre pays [...]. Si l'on devait dresser le bilan des crimes perpétrés jusqu'à nos jours par les sionistes dans le Sud du Liban, comme la piraterie, les bombardements, la politique de terre brûlée, la destruction de centaines de maisons, l'expulsion de civils et l'enlèvement de citoyens libanais, leur énormité bouleverserait même les plus insensibles. Ce sont des violations flagrantes de la souveraineté du Liban et ce, en vue de préparer le détournement des eaux de la rivière Litani [...].

Au cours des dix dernières années de notre lutte, des milliers de Palestiniens sont devenus martyrs, d'autres ont été blessés, mutilés et emprisonnés; ils se sont sacrifiés pour résister à la menace de disparition, pour regagner notre droit à l'autodétermination et retourner sur nos terres.

Les Palestiniens qui vivent sous l'occupation sioniste résistent à l'arrogance et luttent contre l'oppression, la tyrannie et le terrorisme. Ceux qui sont en prison ou qui vivent dans la grande prison qu'est devenue la terre occupée luttent pour que leur patrie reste arabe. Ils luttent pour leur existence même et pour préserver le caractère arabe de leurs terres. Ils résistent à l'oppression, à la tyrannie et au terrorisme sous toutes leurs formes.

C'est dans le cadre de notre lutte populaire armée que notre politique et nos institutions nationales se sont cristallisées et un mouvement de libération nationale, comprenant tous les groupes palestiniens, les organisations et toutes leurs capacités du peuple [*sic*], s'est concrétisé dans l'Organisation de libération de la Palestine [...].

L'Organisation de libération de la Palestine est le seul représentant légitime du peuple palestinien : c'est pour cela qu'elle exprime les aspirations et les désirs de son peuple. C'est également pour cela qu'elle vous transmet les désirs et les espoirs du peuple palestinien et vous invite à assumer votre responsabilité historique à l'égard de notre juste cause. [...]

Je vous invite à permettre à notre peuple de revenir de son exil forcé afin qu'il puisse vivre dans sa patrie, dans ses foyers et à l'ombre de ses arbres, libre et souverain, jouissant de tous ses droits nationaux afin qu'il puisse participer à la marche de la civilisation humaine. [...]

Je vous invite à permettre à notre peuple d'établir sa souveraineté nationale indépendante sur sa propre terre. [...]

Je suis venu ici tenant d'une main le rameau d'olivier et de l'autre mon fusil de révolutionnaire. Ne laissez pas le rameau vert tomber de ma main.

La guerre embrase la Palestine et, pourtant, la paix naîtra de la Palestine. [...]

En ma qualité officielle de président de l'OLP et de chef de la révolution palestinienne, je proclame que, lorsque nous parlons de nos espoirs communs pour la Palestine de demain, nos perspectives englobent tous les Juifs vivant actuellement en Palestine qui acceptent de coexister avec nous de manière pacifique et sans discrimination.

En ma qualité officielle de président de l'OLP et de chef de la révolution palestinienne, j'invite les Juifs, tous les Juifs, à se détourner des promesses fallacieuses de l'idéologie sioniste et des dirigeants israéliens, car ces promesses ne conduisent qu'à la guerre sans fin, à de perpétuelles effusions de sang et à de continuelles angoisses.

Nous les invitons à quitter l'isolement moral dans lequel ils se trouvent pour un royaume plus ouvert, un royaume de libre choix, et à écarter le complexe de Massada\* dans lequel leurs dirigeants actuels s'efforcent de les enfermer.

Nous leur offrons la solution la plus généreuse, qui nous permettrait de vivre ensemble, dans le cadre d'une paix juste, dans notre Palestine démocratique.



## COMPLÉMENTS

*Rhodes*: Cecil John Rhodes (1853-1902) était un homme d'affaires britannique désireux d'étendre la domination anglaise sur toute l'Afrique australe. Enrichi par les diamants d'Afrique du Sud, il s'employa à placer sous protectorat anglais le Bechuanaland (aujourd'hui Botswana) puis à coloniser les territoires qui devinrent les Rhodésies (aujourd'hui Zambie et Zimbabwe) mais échoua, dans un premier temps, à y annexer les Boers du Transvaal, ce qui lui coûta son poste de Premier ministre de la colonie du Cap en 1896. Cependant, avant de mourir, il put participer activement à la guerre des Boers (1899-1902) et assister ainsi à l'élimination du dernier obstacle à l'hégémonie britannique sur la région (voir l'introduction au discours n° 34).

*Théodore Herzl (1860-1904)*: Figure marquante du mouvement sioniste, Théodore Herzl a entrepris, à partir de 1897, de sensibiliser à sa cause nombre de personnalités, de ministres et de chefs d'État, dont Rhodes.

*Comité des 24*: Comité spécial des Nations unies chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la « Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux ».

*Incendie de la mosquée d'Al-Aqsa*: Située sur l'Esplanade des mosquées à Jérusalem, Al-Aqsa est passée sous contrôle israélien après la guerre des Six Jours. Le 21 août 1969, c'est un extrémiste chrétien australien qui y a bouté le feu mais le monde arabe y a vu la main des sionistes ou a, à tout le moins, accusé les pompiers israéliens de s'être montrés très lents à intervenir.

*Citoyens de troisième classe*: Les Arabes israéliens ne jouissent pas, en effet, d'une égalité de droits avec les Juifs. Ils sont ainsi, par exemple, exclus de l'armée et des hautes fonctions publiques. Israël pense qu'il y va de sa sécurité mais argue également de son souci de protéger les Arabes israéliens d'éventuels chantages ou de la schizophrénie: à des postes clés, ne seraient-ils pas tentés de servir la cause palestinienne contre celle de leur pays? En outre, jusqu'en 1966, les Arabes israéliens ont été soumis à une législation d'exception, impliquant un contrôle policier permanent.

*Kfar Kassim*: village dont tous les habitants, hommes, femmes et enfants, furent massacrés par *Tsabal* en octobre 1956, au moment de la crise de Suez, pour non-respect d'un couvre-feu qu'ils ignoraient. Israël présenta ses excuses, vota une indemnisation des familles et condamna les militaires fautifs en 1958.

*Ikerit et Kfar Birim*: deux villages palestiniens, en partie peuplés de chrétiens maronites, occupés par l'armée israélienne dès 1948. Leurs habitants, contraints au départ théoriquement pour une durée de deux semaines, furent en fait définitivement chassés de chez eux. Le village de Kfar Birim fut dynamité en 1953 et il n'en subsista que l'église.

*Bombardement de l'école de Bahr Al-bahar et de l'usine d'Abou Za'bal*: Ces deux cibles égyptiennes ont effectivement été frappées par l'armée israélienne au début de l'année 1970, faisant de très nombreuses victimes civiles. Il s'agissait de représailles pour les attaques incessantes dont l'État hébreu faisait l'objet mais le but était également de miner le moral des Égyptiens.

*Destruction de Kuneitra*: Ville syrienne, Kuneitra a été prise par l'armée israélienne en 1967, lors de la guerre des Six Jours et finalement récupérée par Damas, en 1974, à l'issue de la guerre du Kippour et des négociations qui l'ont suivie. Cependant, durant la guerre de 1973, elle a subi près de trois mois d'intenses combats d'artillerie entre Israéliens et Syriens. Ses habitants l'avaient depuis longtemps désertée.

*Complexe de Massada*: Massada est une place-forte de Palestine, haut lieu de la résistance juive aux Romains de 66 à 73 PCN. Assiégés pendant de longs mois, ses occupants préférèrent se suicider que de se rendre.